

JUILLET/AOÛT
2013
n°219

SOMMAIRE

Combien de temps
faut-il conserver
les papiers
administratifs ?

Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés

TRAVAUX DANS L'HABITATION : PENSEZ A LES REALISER AVANT LE 31 DECEMBRE 2013.

En vertu des dispositions de l'article 68 de la 3^{ème} loi de finances rectificatives pour 2012, **les taux de TVA vont être modifiés à compter du 1er janvier 2014**. Rappelons qu'en France nous disposons de quatre taux de TVA différents, à savoir :

- **Le taux normal** qui concerne la majorité des biens et services. **Ce taux est fixé à 19,60 % et passera à 20 % l'année prochaine.**
- **Le taux intermédiaire** qui englobe notamment les travaux dans les logements d'habitation ; la restauration ; l'hôtellerie ; la location meublée ; le transport des voyageurs ; la livraison de logements sociaux ; le bois de chauffage ; les produits agricoles non transformés ; les visites de musées, de monuments, de sites culturels, de zoos, d'expositions et les salles de cinéma. **Ce taux sera porté de 7 % à 10 % à compter du 1^{er} janvier 2014.**
- **Le taux réduit** qui est applicable aux produits considérés comme de première nécessité tels que les biens alimentaires (hors confiserie, chocolat, matières grasses végétales et caviar) ; les boissons non alcoolisées ; les abonnements de gaz et d'électricité ; les équipements et services pour les handicapés ; les fournitures de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables ; la distribution des repas dans les cantines scolaires ; les livres ; les entrées aux cirques, aux théâtres, aux concerts. **Le taux actuellement fixé à 5,50 % baissera de 0,50 point pour atteindre 5 % à partir du 1^{er} janvier 2014.**
- **Le taux particulier** qui est réservé aux produits suivants : les médicaments remboursés par la sécurité sociale ; les animaux de boucherie ; la redevance télévision ainsi que les publications de presse et certains spectacles. **Ce taux restera inchangé à 2,10 %.**

Il est à noter que, pour se mettre en conformité avec la réglementation européenne, **la TVA sur cinq secteurs de services à la personne est passée de 7 % à 19,60 % depuis le 1^{er} juillet 2013**. Les prestations concernées sont les travaux de jardinage, les cours à domicile hors soutien scolaire (cours de piano, de dessin...), l'assistance informatique et internet à domicile, les activités de gardiennage des résidences principales et secondaires ainsi que les prestations d'intermédiation qui consistent en la commission prise par l'entreprise qui met en relation les employés et les employeurs. Afin de limiter partiellement l'impact de cette hausse, les plafonds du crédit d'impôt sont portés de 1 000 € à 3 000 € pour les prestations d'assistance informatique et internet à domicile et de 3 000 € à 5 000 € pour les travaux de jardinage.

Concernant le taux normal de TVA, la hausse étant très modérée, il n'y a donc pas lieu d'anticiper un achat important d'ici le 1^{er} janvier 2014 tel que l'acquisition d'un nouveau véhicule. En effet, le prix TTC d'un bien d'une valeur de 33 333 € hors taxes passera de 39 867 € à 40 000 € soit une hausse de 133 €. En revanche, **concernant les biens soumis au taux de 7 %, la hausse va être nettement plus significative**. Ainsi, la réalisation de travaux dans son habitation principale pour un montant de 33 333 € hors taxes va coûter 1 000 € de plus à compter du 1^{er} janvier 2014 puisque le coût des travaux TTC passera de 35 666 € à 36 666 €. **Il est donc intéressant d'anticiper la dépense si vous envisagez de réaliser des travaux.**

L'application du taux intermédiaire de TVA est réservée aux **travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien effectués dans des logements à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans**. Les études réalisées par un prestataire qui assure la maîtrise d'œuvre ou la réalisation des travaux bénéficient également du taux intermédiaire de TVA. Les frais de nettoyage préalables ou consécutifs à la réalisation de travaux bénéficiant du taux intermédiaire sont éligibles à la TVA intermédiaire à condition qu'ils soient facturés par la même entreprise. De même, les frais de main d'œuvre et de déplacement sont éligibles au taux intermédiaire s'ils sont directement liés aux travaux qui ont bénéficié du taux moindre.

Le taux intermédiaire s'applique également aux matières premières et fournitures nécessaires à la réalisation des travaux à condition qu'elles soient fournies et facturées par le prestataire. **Il en est de même pour les équipements installés lors de la réalisation des travaux** tels que les équipements sanitaires, les équipements fixes de chauffage, les fenêtres, les volets, les équipements électriques, les équipements de cuisine, de salle de bains et de rangement qui s'encastrent ou s'incorporent au bâti...

Enfin, certains travaux réalisés en extérieur, tels que les aménagements des voies d'accès et les travaux de clôture du terrain entourant la maison, **peuvent également bénéficier du taux intermédiaire**.

En revanche, sont soumis au taux normal de TVA, les travaux de surélévation du bâtiment ou ceux qui ont pour objet de rendre au bâtiment un état neuf par la modification de la majeure partie soit des fondations, soit des éléments déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage, soit de la consistance des façades hors ravalement. Il en est de même pour les travaux qui ont pour conséquence de rendre à l'état neuf plus des 2/3 de chacun des éléments de second œuvre (planchers ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage, huisseries extérieures, cloisons intérieures, installations sanitaires et de plomberie, installations électriques et système de chauffage). Enfin, les travaux qui ont **augmenté la surface de plancher hors œuvre nette de plus de 10 % sont également assujettis au taux normal de TVA**.

Si vous prévoyez de réaliser des travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement ou d'entretien, éligibles au taux intermédiaire de TVA dans votre habitation, faites-le d'ici le 31 décembre 2013. Cela vous permettra de réduire la facture de 3 % puisque vos travaux resteront soumis à une TVA de 7 %.

COMBIEN DE TEMPS FAUT-IL CONSERVER LES PAPIERS ADMINISTRATIFS ?

Face à la multitude de documents administratifs que nous manipulons, il est **difficile de faire le tri entre les documents à conserver et ceux à jeter** dans la mesure où les délais de conservation sont variables en fonction de la nature des documents.

Au cas où vous souhaiteriez profiter de la période estivale pour opérer un grand nettoyage, il vous suffit de vous référer au tableau ci-dessous qui indique **le délai minimum de conservation des documents en fonction de leur nature**.

FAMILLE	
Documents à conserver	Délai de conservation
Administration	
Livret de famille	A vie
Contrats de mariage et Pacs	A vie
Jugements de divorce	A vie
Jugements d'adoption	A vie
Justificatifs de versement d'une pension alimentaire	5 ans après l'échéance
Donations, testaments	A vie
Contraventions (autres que véhicules)	3 ans à compter de la condamnation
Santé	
Dossiers médicaux (radiographies, certificats médicaux, rapports d'expertises, carnet de vaccination et carte de groupe sanguin)	A vie
Décomptes de remboursement d'assurance maladie	2 ans

LOGEMENT

Documents à conserver	Délai de conservation
Location	
Contrats de location et état des lieux	5 ans après la fin du bail
Quittances de loyer	5 ans à compter de l'échéance
Propriété	
Actes de propriété	Au moins jusqu'à la vente du bien
Emprunts immobilier	2 ans après la dernière échéance
Règlements de copropriété	Au moins jusqu'à la revente du bien
PV d'assemblée générale de copropriété	10 ans
Décomptes de charges et appels de fonds du syndic	10 ans à compter de la mise en recouvrement
Factures	
Gaz et électricité	5 ans
Eau	4 ans (service public) / 2 ans (service privé)
Téléphonie (fixe ou mobile) et accès à internet	1 an
Attestations d'entretien de la chaudière	2 ans
Certificats de ramonage	1 an
Devis et factures de travaux immobiliers	2 ans ou 10 ans à compter de la réception des travaux selon que ceux-ci relèvent de la garantie biennale ou décennale de l'entrepreneur.
Factures des meubles et objets de valeur	Jusqu'à leur cession ou destruction
Assurances	
Contrats d'assurance habitation	2 ans à compter de la fin du contrat
Quittances de paiement et courriers de résiliation	2 ans à compter du paiement ou de la résiliation
Impôts	
Avis de taxe foncière et d'habitation	1 an

PATRIMOINE

Documents à conserver	Délai de conservation
Banque	
Relevés de compte, talons de chèque et bordereaux de remise de chèques	5 ans minimum
Chèques à encaisser	1 an et 8 jours
Contrats de prêt à la consommation et règlement des mensualités	2 ans après la dernière échéance
Epargne	
Relevés de comptes-titres	5 ans
Assurance de personne	
Contrats d'assurance vie et assurance décès	10 ans à compter de la fin du contrat

IMPOTS

Documents à conserver	Délai de conservation
Déclarations de revenus	3 ans. La déclaration des revenus 2012, effectuée en mai 2013, doit être conservée jusqu'au 31/12/15.
Déclarations d'ISF	7 ans, soit l'année de la déclaration et les 6 années suivantes.
Déclarations de succession	7 ans, soit 6 années à compter du 1 ^{er} janvier de l'année suivant le décès.

VEHICULE

Documents à conserver	Délai de conservation
Achats	
Factures d'achat, de réparation et d'entretien	Au moins jusqu'à la revente du bien
Emprunts véhicules	2 ans après la dernière échéance
Preuves du paiement d'une amende	3 ans
Assurances	
Contrats d'assurance auto	2 ans à compter de la fin du contrat
Quittances de paiement et courriers de résiliation	2 ans à compter du paiement ou de la résiliation
Relevés d'information automobile	A vie

VIE PROFESSIONNELLE

Documents à conserver	Délai de conservation
Diplômes	A vie
Contrats de travail	A vie
Bulletins de salaire	A vie
Attestations Pôle Emploi	A vie
Décomptes de points de retraite	A vie
Arrêts de travail	A vie

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 28 juin 2013

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	3 738,91	-5,31%	2,69%	8,60%	-15,69%
PARIS (CAC Mid&Small)	7 256,35	-3,85%	6,53%	19,47%	12,42%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 819,37	-5,09%	3,33%	12,83%	-10,20%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 602,59	-6,03%	-1,26%	1,14%	-22,38%
NEW YORK (Dow Jones)	14 909,60	-1,36%	13,78%	52,54%	31,36%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 403,25	-1,52%	12,71%	61,35%	48,45%
FRANCFORT (Dax Xetra)	7 959,22	-4,67%	4,56%	33,42%	24,01%
LONDRES (FTSE 100)	6 215,47	-5,58%	5,39%	26,41%	10,48%
TOKYO (Nikkei 225)	13 677,32	-0,71%	31,57%	45,77%	1,45%
MONDE (Msci World) en Euros	117,61	-3,39%	6,22%	25,00%	21,35%

Taux d'intérêt	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,09%	0,21%	0,53%	2,25%	3,19%
ETATS-UNIS	0,21%	0,28%	0,71%	2,44%	3,34%
ROYAUME-UNI	0,43%	0,57%	0,88%	1,99%	3,32%
JAPON	0,02%	0,10%	0,42%	0,85%	1,66%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	29 150 €	-15,75%	-20,25%	-10,06%	54,23%
NAPOLEON	175,10 €	-16,58%	-23,70%	-12,45%	59,33%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3080	0,57%	0,06%	6,59%	-17,03%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8572	0,41%	1,53%	4,87%	8,19%
EURO / 100 YENS	¥ 129,39	-0,83%	1,60%	18,94%	-22,26%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2338	-0,55%	0,82%	-7,11%	-23,16%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 28 juin 2013

BUDGET 2013	370,9 milliards d'euros (dt déficit = 61,2 mds)
PIB 2012	2 035 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 870,3 milliards d'euros soit 91,7 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	- 0,20 % au 1er trimestre 2013
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 086 euros par mois à compter du 01/01/2013
SMIC	9,43 euros à compter du 01/01/2013
INDICE DES PRIX	+ 0,80 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 2,51 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 1,54 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,20 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr
www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances

Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T